

COMMISSAIRES AUX COMPTES

Philippe ANGLADE
Florence LAPEYRERE
Justine SAUMITOU
Olivier THIÉBAUT
Céline WANGERMEZ

MERIGNAC

1 rue André Maurois
33700 Mérignac

☎ : 05 56 12 18 52

☎ : 09 74 44 08 44

✉ : auditcaec@erecapluriel.fr

🌐 : www.erecapluriel.fr

U2P NOUVELLE AQUITAINE

4, avenue de Chavailles

33520 BRUGES

RAPPORTS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Exercice clos le 31 décembre 2025

SOMMAIRE

RAPPORTS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

RAPPORTS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

COMMISSAIRES AUX COMPTES

Philippe ANGLADE
Florence LAPEYRERE
Justine SAUMITOU
Olivier THIÉBAUT
Céline WANGERMEZ

MERIGNAC

1 rue André Maurois
33700 Mérignac

☎ : 05 56 12 18 52

☎ : 09 74 44 08 44

✉ : auditcaec@erecapluriel.fr

🌐 : www.erecapluriel.fr

U2P NOUVELLE AQUITAINE

4, avenue de Chavailles

33520 BRUGES

**RAPPORTS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2025

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2025

A l'Assemblée Générale de l'association U2P NOUVELLE AQUITAINE,

1. OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association U2P NOUVELLE AQUITAINE relatifs à l'exercice clos le 31/12/2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

2. FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 01/01/2025 à la date d'émission de notre rapport.

3. OBSERVATION

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note « Faits caractéristiques » de l'annexe des comptes annuels qui expose le changement de méthode comptables relatifs à la mise en place de l'ANC 2022-06.



4. JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

5. VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents adressés aux membres du bureau la situation financière et les comptes annuels.

6. RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Bureau.

7. RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.



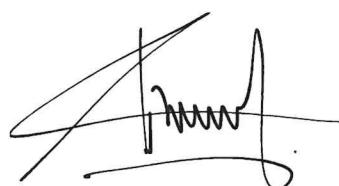
Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Mérignac, le 01/06/2026,

Pour CAEC AUDIT
Commissaire aux comptes titulaire



Olivier THIEBAUD
Commissaire aux comptes
Inscrit à la CRCC de Grande Aquitaine

Bilan actif

| | Brut | Amortissement Dépréciation | Net au 31/12/2025 | Net au 31/12/2024 |
|---|----------------|-------------------------------|----------------------|----------------------|
| ACTIF IMMOBILISE | | | | |
| Immobilisations incorporelles | | | | |
| <i>Concessions, licences, logiciels, droits et valeurs similaires</i> | 10 654 | 10 654 | | |
| Immobilisations corporelles | | | | |
| <i>Autres immobilisations corporelles</i> | 12 521 | 9 946 | 2 576 | 3 984 |
| Immobilisations financières | | | | |
| <i>Participations</i> | 17 000 | | 17 000 | 17 000 |
| <i>Autres immobilisations financières</i> | 238 | | 238 | 3 304 |
| Total I | 40 413 | 20 600 | 19 813 | 24 288 |
| ACTIF CIRCULANT | | | | |
| Stocks et en-cours | | | | |
| Créances | | | | |
| <i>Créances usagers et comptes rattachés</i> | 3 000 | | 3 000 | 3 100 |
| <i>Autres créances</i> | 68 310 | | 68 310 | 70 764 |
| Autres postes de l'actif circulant | | | | |
| <i>Disponibilités</i> | 258 234 | | 258 234 | 202 777 |
| <i>Charges constatés d'avance</i> | 935 | | 935 | 5 784 |
| Total II | 330 479 | | 330 479 | 282 425 |
| TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V) | 370 892 | 20 600 | 350 292 | 306 713 |
| Legs nets à réaliser : | | | | |
| acceptés par les organes statutairements compétents | | | | |
| autorisés par l'organisme de tutelle | | | | |
| Dons en nature restant à vendre : | | | | |

Document soumis
au contrôle du
Commissaire aux Comptes

Bilan passif

| | au 31/12/2025 | au 31/12/2024 |
|--|------------------|------------------|
| FONDS PROPRES | | |
| Fonds propres sans droit de reprise | | |
| Fonds propres avec droit de reprise | | |
| Réserves | | |
| <i>Réserves pour projets de l'entité</i> | 162 717 | 170 520 |
| Report à nouveau | 96 065 | 96 065 |
| Excédent ou déficit de l'exercice | -12 689 | -7 803 |
| Situation nette (sous-total) | 246 092 | 258 782 |
| Total I | 246 092 | 258 782 |
| FONDS REPORTES ET DEDIES | | |
| PROVISIONS | | |
| DETTES | | |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 13 663 | 5 197 |
| Dettes fiscales et sociales | 34 772 | 23 706 |
| Autres dettes | 12 221 | 18 828 |
| Produits constatés d'avance | 43 544 | 200 |
| Total IV | 104 200 | 47 931 |
| TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V) | 350 292 | 306 713 |

| | |
|--|---------|
| (1) Dont à plus d'un an (a) | |
| Dont à moins d'un an (a) | 104 200 |
| (2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque | |
| (3) Dont emprunts participatifs | |
| (a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours | |

Document soumis
au contrôle du
Commissaire aux Comptes

Compte de résultat

| | Exercice N 31/12/2025 | Exercice N-1 31/12/2024 |
|---|--------------------------|----------------------------|
| PRODUITS D'EXPLOITATION | | |
| Ventes de biens et de services | | |
| <i>Ventes de prestations de services</i> | 3 000 | 1 000 |
| Produits de tiers financeurs | | |
| <i>Concours publics et subventions d'exploitation</i> | 248 286 | 230 546 |
| Reprises sur amort., dépréciations, provisions et transferts de charges | | 21 405 |
| Autres produits | 14 989 | 32 |
| Total I | 266 275 | 252 983 |
| CHARGES D'EXPLOITATION | | |
| Autres achats et charges externes | 84 469 | 81 493 |
| Aides financières | 4 800 | |
| Impôts, taxes et versements assimilés | 713 | 745 |
| Salaires et traitements | 142 370 | 134 987 |
| Charges sociales | 48 347 | 46 270 |
| Dotations aux amortissements et aux dépréciations | 1 408 | 1 052 |
| Autres charges | 245 | 392 |
| Total II | 282 352 | 264 939 |
| 1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II) | -16 077 | -11 957 |
| PRODUITS FINANCIERS | | |
| Autres intérêts et produits assimilés | 3 388 | 3 768 |
| Total III | 3 388 | 3 768 |
| CHARGES FINANCIERES | | |
| 2. RESULTAT FINANCIER (III-IV) | 3 388 | 3 768 |

Document soumis
au contrôle du
Commissaire aux Comptes

Compte de résultat

| | Exercice N 31/12/2025 | Exercice N-1 31/12/2024 |
|---|--------------------------|----------------------------|
| 3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV) | -12 689 | -8 189 |
| PRODUITS EXCEPTIONNELS | | |
| Total V | | 1 569 |
| CHARGES EXCEPTIONNELLES | | |
| Total VI | | 1 183 |
| 4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI) | | 386 |
| Total des produits (I+III+V) | 269 662 | 258 319 |
| Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII) | 282 352 | 266 122 |
| EXCEDENT OU DEFICIT | -12 689 | -7 803 |

Document soumis
au contrôle du
Commissaire aux Comptes

Règles et méthodes comptables

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2025, dont le total est de 350 292 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un déficit de 12 689 euros. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2025 au 31/12/2025.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 11/03/2026 par les dirigeants de l'association.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2025 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement 99-01 du CRC relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations.

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 10 ans
- * Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- * Matériel informatique : 3 ans
- * Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Document soumis
au contrôle du
Commissaire aux Comptes

Règles et méthodes comptables

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Document soumis
au contrôle du
Commissaire aux Comptes

Faits caractéristiques

Autres éléments significatifs

Première application du règlement ANC 2022-06

À compter de l'exercice ouvert le 01/01/2025, la société applique le règlement ANC 2022-06 relatif à la modernisation des états financiers. Conformément aux dispositions de l'article 27 du règlement, cette première application est mise en œuvre de manière prospective. Elle constitue un changement de réglementation ayant une incidence sur la présentation des comptes annuels de l'exercice.

Les paragraphes ci-après présentent les informations pertinentes et nécessaires à la compréhension des changements induits.

Modifications de présentation opérées sur la colonne N-1

Pour se conformer aux nouveaux modèles de présentation, les reclassements suivants ont été effectués dans la présentation des données de l'exercice précédent :

- Les avances et acomptes sur immobilisations sont dorénavant agrégés dans le poste Immobilisations en cours, avances et acomptes ;
- Les charges constatées d'avance sont classées parmi les créances et les produits constatés d'avance parmi les dettes ;
- Les transferts de charges sont reclassés sur les postes relatifs aux reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements) ;
- Les produits et charges exceptionnels sont regroupés sur deux nouvelles lignes Produits exceptionnels et Charges exceptionnelles.

Changement de méthode sur les principaux postes concernés de l'exercice N

Reclassification d'éléments auparavant présentés en résultat exceptionnel

Les quotes-parts de subvention virées au compte de résultat, les produits de cession d'immobilisations et les valeurs nettes comptables des immobilisations cédées réalisées au cours de l'exercice figurent désormais dans le résultat courant, alors qu'elles auraient été enregistrées en résultat exceptionnel avant l'application du règlement.

Suppression de la technique de transferts de charges

Le règlement ANC 2022-06 supprime les comptes de transferts de charges. Les opérations qui y étaient auparavant enregistrées sont désormais :

- Soit reclassées en Production vendue, si elles correspondent à de la refacturation ;
- Soit imputées en diminution des charges concernées ;
- Soit comptabilisées en Autres produits d'exploitation pour celles représentatives de remboursements d'assurance.

Reclassement de la dotation aux amortissements des frais d'émission

Conformément aux nouvelles règles de présentation, la dotation aux amortissements des frais d'émission d'emprunt est désormais enregistrée dans le résultat financier (antérieurement, cette dotation était classée en résultat d'exploitation).

Document soumis
au contrôle du
Commissaire aux Comptes

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

| | Au début d'exercice | Augmentation | Diminution | En fin d'exercice |
|--|------------------------|--------------|--------------|----------------------|
| - Frais d'établissement et de développement | | | | |
| - Fonds commercial | | | | |
| - Autres postes d'immobilisations incorporelles | 10 654 | | | 10 654 |
| Immobilisations incorporelles | 10 654 | | | 10 654 |
| - Terrains | | | | |
| - Constructions sur sol propre | | | | |
| - Constructions sur sol d'autrui | | | | |
| - Installations générales, agencements et aménagements des constructions | | | | |
| - Installations techniques, matériel et outillage industriels | | | | |
| - Installations générales, agencements aménagements divers | 900 | | | 900 |
| - Matériel de transport | | | | |
| - Matériel de bureau et informatique, mobilier | 11 622 | | | 11 622 |
| - Emballages récupérables et divers | | | | |
| - Immobilisations corporelles en cours | | | | |
| - Avances et acomptes | | | | |
| Immobilisations corporelles | 12 521 | | | 12 521 |
| - Participations évaluées par mise en équivalence | | | | |
| - Autres participations | 17 000 | | | 17 000 |
| - Autres titres immobilisés | | | | |
| - Prêts et autres immobilisations financières | 3 304 | | 3 067 | 238 |
| Immobilisations financières | 20 304 | | 3 067 | 17 238 |
| ACTIF IMMOBILISE | 43 480 | | 3 067 | 40 413 |

Document soumis
au contrôle du
Commissaire aux Comptes

Notes sur le bilan

Amortissements des immobilisations

| | Au début de l'exercice | Augmentation | Diminutions | A la fin de l'exercice |
|--|------------------------|--------------|-------------|------------------------|
| - Frais d'établissement et de développement | | | | |
| - Fonds commercial | | | | |
| - Autres postes d'immobilisations incorporelles | 10 654 | | | 10 654 |
| Immobilisations incorporelles | 10 654 | | | 10 654 |
| - Terrains | | | | |
| - Constructions sur sol propre | | | | |
| - Constructions sur sol d'autrui | | | | |
| - Installations générales, agencements et aménagements des constructions | | | | |
| - Installations techniques, matériel et outillage industriels | | | | |
| - Installations générales, agencements aménagements divers | 900 | | | 900 |
| - Matériel de transport | | | | |
| - Matériel de bureau et informatique, mobilier | 7 638 | 1 408 | | 9 046 |
| - Emballages récupérables et divers | | | | |
| Immobilisations corporelles | 8 538 | 1 408 | | 9 946 |
| ACTIF IMMOBILISE | 19 192 | 1 408 | | 20 600 |

Document soumis
au contrôle du
Commissaire aux Comptes

Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 72 483 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

| | Montant brut | Echéances à moins d'un an | Echéances à plus d'un an |
|--|-----------------|------------------------------|-----------------------------|
| Créances de l'actif immobilisé : | | | |
| Créances rattachées à des participations | | | |
| Prêts | | | |
| Autres | 238 | | 238 |
| Créances de l'actif circulant : | | | |
| Créances Clients et Comptes rattachés | 3 000 | 3 000 | |
| Autres | 68 310 | 68 310 | |
| Charges constatées d'avance | 935 | 935 | |
| Total | 72 483 | 72 245 | 238 |
| Prêts accordés en cours d'exercice | | | |
| Prêts récupérés en cours d'exercice | | | |

Produits à recevoir

| | Montant |
|------------------------------|---------------|
| DIVERS - PRODUITS À RECEVOIR | 67 303 |
| Total | 67 303 |

Document soumis
au contrôle du
Commissaire aux Comptes

Notes sur le bilan

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 104 200 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

| | Montant brut | Echéances à moins d'un an | Echéances à plus d'un an | Echéances à plus de 5 ans |
|--|-----------------|------------------------------|-----------------------------|------------------------------|
| Emprunts obligataires convertibles (*) | | | | |
| Autres emprunts obligataires (*) | | | | |
| Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont : | | | | |
| - à 1 an au maximum à l'origine | | | | |
| - à plus de 1 an à l'origine | | | | |
| Emprunts et dettes financières divers (*) (**) | | | | |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 13 663 | 13 663 | | |
| Dettes fiscales et sociales | 34 772 | 34 772 | | |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | | | | |
| Autres dettes (**) | 12 221 | 12 221 | | |
| Produits constatés d'avance | 43 544 | 43 544 | | |
| Total | 104 200 | 104 200 | | |
| (*) Emprunts souscrits en cours d'exercice | | | | |
| (*) Emprunts remboursés sur l'exercice | | | | |
| (**) Dont envers les associés | | | | |

Charges à payer

| | Montant |
|------------------------------------|---------------|
| FOURNISSEURS - FACT. NON PARVENUES | 7 820 |
| DETTES PROVIS. PR CONGÉS À PAYER | 16 570 |
| CHARGES SOCIALES S/CONGÉS À PAYER | 8 587 |
| DIVERS - CHARGES À PAYER | 2 782 |
| DONATION VIVARTI 2023 | 9 439 |
| Total | 45 198 |

Document soumis
au contrôle du
Commissaire aux Comptes

Notes sur le bilan

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

| | Charges d'exploitation | Charges Financières | Charges Exceptionnelles |
|-----------------------------|---------------------------|------------------------|----------------------------|
| CHARGES CONSTATÉES D AVANCE | 935 | | |
| Total | 935 | | |

Produits constatés d'avance

| | Produits d'exploitation | Produits Financiers | Produits Exceptionnels |
|-----------------------------|----------------------------|------------------------|---------------------------|
| PRODUITS CONSTATÉS D AVANCE | 43 544 | | |
| Total | 43 544 | | |

Document soumis
au contrôle du
Commissaire aux Comptes

COMMISSAIRES AUX COMPTES

Philippe ANGLADE
Florence LAPEYRERE
Justine SAUMITOU
Olivier THIÉBAUT
Céline WANGERMEZ

MERIGNAC

1 rue André Maurois
33700 Mérignac

☎ : 05 56 12 18 52

☎ : 09 74 44 08 44

✉ : auditcaec@erecapluriel.fr

🌐 : www.erecapluriel.fr

U2P NOUVELLE AQUITAINE

4, avenue de Chavailles

33520 BRUGES

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES**

Exercice clos le 31 décembre 2025

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

Exercice clos le 31 décembre 2025

A l'Assemblée Générale de l'association U2P NOUVELLE AQUITAINE,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient selon les termes de l'article R.612-6 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

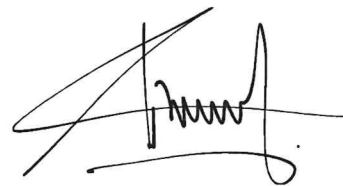
Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

1. CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention intervenue au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'Assemblée Générale en application des dispositions de l'article L. 612.5 du code de commerce.

Fait à Mérignac, le 01/06/2026,

Pour CAEC AUDIT
Commissaire aux comptes titulaire



Olivier THIEBAUD
Commissaire aux comptes
Inscrit à la CRCC de Grande Aquitaine